



Un bulletin mensuel pour informer sur l'action des femmes au Niger face à la crise

L'impact de la crise sur les femmes et des filles à ce jour

La crise sociopolitique au Niger intervient alors que le pays était déjà confronté à des **crises multiples de sous-développement, sécuritaire et climatique**. Avant la crise (2000), l'indice **d'inégalité de genre** du Niger était de de 0,642 (154ème place sur 162 pays). Le niveau **d'extrême pauvreté**, s'élevait à 41,8 % en 2021, soit 10 millions de personnes, en majorité les femmes et les filles. Cette féminisation de la pauvreté était alimentée par plusieurs facteurs : 65% de femmes de **20-24 ans mariées avant 18 ans** en 2021 ; 29% (38,2 % chez les femmes et 16,3 % chez les hommes) de **prévalence globale de la violence basée sur le genre (VBG)** au cours de la vie ; **mortalité maternelle** à 520 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2015 ; un des **taux d'achèvement scolaire reflétant un accès et rétention à l'école problématiques**, en particulier au collège avec de 20,4% pour les garçons et 14,4% pour les filles (18,5% pour l'ensemble) et au lycée, 7,3% pour l'ensemble et 5,3% pour les filles. La crise actuelle et les sanctions de la CEDEAO vont fragiliser davantage la situation des femmes et des enfants et plus largement, de la population. Les acquis comme **la loi de quota ayant permis d'avoir plus de 30% des femmes au Parlement ne sont pas mises en œuvre** dans les récentes nominations par le CNSP, faisant présager des reculs des droits des femmes et des filles. Une **enquête de perception a été lancée pour analyser davantage la situation des femmes et des filles** et servira à produire une Gender alert ; à ce jour l'enquête a touché 13,069 personnes dont 3,722 femmes et filles.

La crise sociopolitique au Niger suivant le coup d'Etat du 26 juillet 2023 intervient alors que le pays était déjà confronté à une grave crise sécuritaire et climatique affectant ses 26 millions d'habitants dont 50,3% de femmes. Dans cette situation d'instabilité et de difficulté économique, protéger les civils et garantir que l'aide parvienne à ceux qui en ont le plus besoin au Niger, en particulier les femmes et les enfants, est de la plus haute importance. Déterminées à être des agents de changement, de paix et de médiation, les femmes et les filles et leurs organisations se sont mobilisées depuis le début de la crise pour la défense de leurs droits et acquis en matière de genre et d'autonomisation de la femme à tous les niveaux. Ce bulletin mensuel informe la communauté nationale et internationale sur les initiatives menées par les femmes depuis le début de la crise au Niger pour sauvegarder et promouvoir les droits des femmes et des filles.



Le Dialogue féminin : les femmes se préparent et se mobilisent pour la défense de leur droit

Du 20 au 22 Septembre, plus de 30 organisations féminines de 8 régions, soit plus de 100 participants, se sont réunies sous la bannière de Mouvement pour le Respect des Droits des Femmes du Niger (MRDFN) pour organiser un Dialogue féminin. Elles ont interpellé le Gouvernement et le CNSP pour la **préservation de leurs droits et ceux de leurs enfants et réitéré leur engagement** à apporter leurs contributions dans le processus de transition et à **la gestion des affaires publiques**. Elles ont **appelé la CEDEAO et les autorités traditionnelles et religieuses à continuer de privilégier le dialogue et la médiation en vue d'épargner populations**.



Dialogue féminin : Sous le leadership de ONG FAD en synergie avec plus de 30 OSC féminines au Niger. 20-22 September 2023

Les femmes et leurs associations aux premières heures de la crise : l'engagement des Saraounia

Deux semaines après le coup d'état et la mise en place des sanctions de la CEDEAO/UEMOA, les femmes du Niger se sont mobilisées pour leurs droits avec plusieurs initiatives, dont : (i) L'Appel à Action du 10 août d'une trentaine d'organisations féminines et l'ONG Femmes, Action et Développement, engagées pour les droits des femmes et des enfants (ii) la Déclaration des femmes leaders du Niger du 11 août. Tout en déplorant la survenue d'un Coup d'Etat dans le pays, les femmes ont en majorité appelé les acteurs politique à privilégier l'intérêt du peuple. **Elles ont aussi appelé l'UEMOA, la CEDEAO et la communauté internationale à lever les sanctions, ont plaidé pour le respect des droits des femmes.**



Déclaration des femmes OSC du Niger - Mme Kiari Falmata Sountalma (Membre Association des femmes Société Civile Nigérienne)

Les organisations du réseau African Women Leaders Network (AWLN): les femmes se préparent et se mobilisent pour la défense de leur droit

Les organisations du réseau African Women Leaders Network (AWLN) ont **réaffirmé leur soutien aux femmes du Niger** et leur **engagement à plaider auprès des autorités politiques, religieuses et coutumières** de l'Afrique de l'Ouest pour l'allégement des sanctions et la prise de mesures immédiates pour réduire les souffrances des communautés, des femmes et des enfants. **Des missions de plaidoyer ont été initiées** avec le réseau FEMWISE. Emna SOHLOBJI d'AWLN Tunisie s'est engagée à soutenir la campagne et les initiatives pour la promotion et la protection des femmes et des filles.



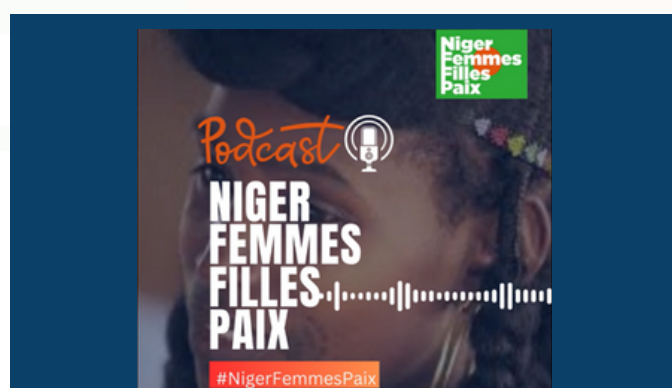
Forum virtuel organisé par le bureau régional de ONU Femmes le 18 septembre 2023 sur le thème "Intensifier les actions visant à renforcer les contributions des femmes leaders africaines à la promotion d'une paix durable et de la bonne gouvernance dans la région du Sahel"

Les organisations sont encouragées à accéder aux financements pour soutenir le plaidoyer des femmes

Le Fonds de la Femme pour la Paix et l'Action Humanitaire a été présenté à une quarantaine d'organisations le 23 août 2023. **Quatorze organisations de la société civile sont en train de formaliser des projets de plaidoyer dans le domaine du leadership et de la participation des femmes** au sein des instances de prise de décision afin d'influencer le processus et promouvoir l'instauration d'une paix durable et inclusive.

Lancement de la Campagne digitale « NigerFemmeFillePaix »

Lancée le 04 septembre, cette campagne valorise la voix des femmes et des filles et les positionne comme artisanes de paix et de changement durable au Niger. Elles font entendre leurs voix par des podcasts, des messages et des vidéos sur l'impact négatif probable des crises prolongées sur leurs droits. **Leur appel à la préservation et au respect de ces droits, y compris la protection des femmes et des filles contre toutes les formes de violence, et à une action en faveur des groupes vulnérables**, souligne l'urgence de la situation pour les civils. Après deux semaines, la campagne a touché plus de 18,000 personnes (4000 comptes via Facebook et plus de 14 000 impressions des messages via Twitter).



Extrait du témoignage de « Rashida » diffusé par la campagne #NigerFemmesPaix #NigerFemmesFilles

« Depuis le coup d'état j'ai constaté une certaine dégradation de mes droits en tant que femme (...). Les menaces et les dispositions prises par [les] institutions ont contribué à rendre encore plus vulnérable les conditions de vie des populations (...) Les femmes doivent être mises au-devant de toute question qui concerne le dialogue de paix et la cohésion sociale parce qu'elles sont un pilier important de la société »

Nexus Genre : les partenaires harmonisent leurs actions en faveur des femmes et des filles

Tirant leçon de l'impact des crises sur les femmes et les enfants, Plus de 30 partenaires (OSC et les Nations Unies) se sont réunis pour **harmoniser les interventions humanitaires et de développement** et rechercher les **synergies** pour maximiser leur impact.

Le groupe de travail **Genre** dans l'action humanitaire a organisé le 14 septembre une formation sur la **centralité de la protection dans l'action humanitaire** qui a permis d'outiller 45 participant-e-s des clusters humanitaires (5 agences ONU, 8 ONG internationales, 6 ONG nationales, 2 ministères) sur l'intégration du genre comme notion centrale de leurs interventions.

Messages clés portés par les femmes du Niger

- **Les femmes doivent être au centre de tout effort de médiation soutenu.** Elles doivent être incluses et consultées de manière significative afin que les intérêts des femmes et des filles soient représentés conformément à l'Agenda des femmes pour la Paix et la Sécurité, en particulier la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies (RSC 1325).
- **L'impact des sanctions économiques et militaires sur les femmes et les filles doit être évalué avant que de telles sanctions ne soient appliquées.** Quand acteurs internationaux et régionaux adoptent des sanctions, ceux-ci doivent inclure des exemptions pour garantir que les femmes et les filles continuent d'avoir accès aux programmes sociaux de base et à l'aide humanitaire, y compris l'éducation, les soins de santé tels que les programmes de santé reproductive, prénatale et infantile, les services pour les victimes de VBG, l'aide humanitaire, et des projets de subsistance.
- **La pleine participation des femmes aux processus politiques est une condition préalable à une paix et une démocratie durable.** Avant le coup d'État, la participation des femmes au parlement était de 30,72 %. L'Assemblée et les institutions publiques dissoutes, la mise en œuvre de dispositions progressistes comme la loi sur les quotas de représentation des femmes au parlement est incertaine.
- **Comme nous l'avons appris d'autres crises, toute augmentation des conflits, des crises et des déplacements affectera négativement les femmes et les enfants.** À ce jour, 4,3 millions de personnes au Niger ont besoin d'aide humanitaire, dont la grande majorité sont des femmes et des enfants. Il est essentiel que les services et la programmation humanitaires soient basés sur une solide analyse de genre qui identifie ces aspects et y réponde de manière appropriée.
- **L'arrêt du financement des programmes de plusieurs partenaires au développement au Niger concerne des services vitaux pour les femmes et les filles, tels que l'éducation, la santé et surtout la lutte contre la violence sexiste.** Ce sont les plus vulnérables, en particulier les femmes et les filles, qui souffrent le plus lorsque ces services sont interrompus. Des mécanismes alternatifs viables pour la prestation de services doivent être trouvés pour assurer un accès continu. Il est nécessaire de suivre de près la problématique des VBG en partenariat avec la société civile.

Les Femmes, Filles ainsi que leurs réseaux/organisations remercient toutes les bonnes volontés qui œuvrent pour leur participation effective à une paix durable et la sécurité au Niger.

« Mouvement pour le Respect des Droits des Femmes du Niger (MRDFN) FAD ; APAC-NIGER; AWLIN-NIGER; MRDFN ; CONGAFEN; Fédération KASSAI; 2MINVEST; REFEPA ; Réseau des OSCs du Bassin de Lac Tchad; Association des Femmes Juristes du Niger ; Associations des Jeunes Filles Leaders ; SOS FEVVF ; ONG TANADI; ONG DIMOL et toutes les autres organisations engagées »